



PAFEN



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE
SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° Projet : P176396/ P180987
Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

RÉPUBLIQUE DU BURUNDI

MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE

PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI « PAFEN »

Intitulé du projet	PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI « PAFEN »
SUR FINANCEMENT IDA :	E0930-BI/E2820-BI
N° du Projet :	P176396/P180987

TERMES DE RÉFÉRENCE RELATIFS AU RECRUTEMENT D'UN CABINET OU D'UNE FIRME CHARGE DE L'ELABORATION DE LA STRATEGIE DE RENFORCEMENT DES CAPACITES ET LE DEVELOPPEMENT DES PROGRAMMES DE FORMATION ET LEURS CONTENUS EN PASSATION ET GESTION DES MARCHES PUBLICS AU BURUNDI.

Ministère	Ministère des Finances, du Budget et de l'Economie Numérique.
Projet	Projet d'Appui aux Fondations de l'Economie Numérique
Activité 2.4.5.12	AT: développement de la stratégie de renforcement des capacités et le développement des programmes de formation et leurs contenus en passation et gestion des marchés publics au Burundi.
Bénéficiaire	Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)



Août 2026



Kinindo, Quartier Zeimet
Jonction Rues Kiremba et
Kinyinya N°14



info@pafen.gov.bi



pafen.gov.bi



PafenBurundi



PafenBurundi



I. INTRODUCTION

Le Gouvernement du Burundi a reçu un financement de la Banque Mondiale pour la mise en place du Projet d'Appui aux Fondations de l'Economie Numérique du Burundi (PAFEN). Il est prévu qu'une partie des ressources de ce projet, spécialement de ce financement additionnel dédié à la « **Modernisation de la gestion des finances publiques (GEP)** », soit utilisée pour financer les activités préparatoires à l'introduction d'une **Plateforme Électronique de Gestion des Marchés Publics (e-GP)** notamment à travers le financement des prestations « **d'un cabinet chargé de l'élaboration de la stratégie de renforcement des capacités et le développement des programmes de formation en passation des marchés publics au Burundi.** »

II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

1.1 DESCRIPTION DU PROJET PAFEN

L'objectif de ce Projet est d'augmenter l'accès à l'internet à haut débit, particulièrement pour les populations mal desservies, et d'améliorer la capacité du Gouvernement à gérer les ressources plus efficacement et à fournir des services publics par voie numérique ; ce qui contribuera à jeter les bases d'un développement accéléré de l'économie numérique au Burundi.

Les Composantes du Projet

Le Projet comprend 4 composantes ci-après :

Composante 1 : Accès et inclusion numériques :

- Sous-composante 1.1 : Environnement favorable au développement du marché du haut débit et à l'accès au numérique ;
- Sous-composante 1.2 : Accès à la connectivité locale ;
- Sous-composante 1.3 : Facilitateurs d'accès local et d'inclusion numérique.

Composante 2 : Facilitateurs de la prestation de services publics numériques :

- Sous-composante 2.1 : Cadres institutionnels, juridiques, de gouvernance et technologiques pour les services en ligne ;
- Sous-composante 2.2 : Infrastructure et plates-formes gouvernementales numériques partagées ;
- Sous-composante 2.3 : Numérisation de certains services et de cas d'utilisation phares ;
- Sous-composante 2.4 : Modernisation des principaux processus de Gestion des Finances Publiques.

Composante 3 : Coordination institutionnelle et gestion du projet

Composante 4 : Composante de réponse d'urgence.

Parmi ses activités, le Projet cherchera à créer un gouvernement numériquement actif en finançant des facilitateurs numériques transversaux qui peuvent stimuler la capacité de prestation de services publics numériques par le biais de cadres de gouvernance partagés, d'une infrastructure numérique





économique en énergie et résiliente, et de plates-formes publiques numériques, et ainsi soutenir l'augmentation progressive des services électroniques transactionnels et une plus grande utilisation des technologies numériques par le gouvernement.

Au niveau de la Composante 2 « **Facilitateurs de la prestation de services publics numériques** » qui financera les fondations transversales du gouvernement numérique qui peuvent renforcer la capacité de prestation de services publics numériques sécurisés et l'utilisation des outils et systèmes numériques par l'administration publique du Burundi.

Cette mission s'inscrit précisément dans le cadre de la mise en œuvre de l'activité 2.4.5.12. et 2.4.5.13 du Plan de Travail et du Budget Annuels (PTBA) approuvé pour 2025-2026 pour le compte du Ministère en Charge des Finances, du Budget et de l'Economie Numérique :

AT : Recrutement d'un cabinet ou firme chargé de l'élaboration de la stratégie de renforcement des capacités et le développement des programmes de formation et leurs contenus en passation des marchés publics au Burundi. »

1.2 JUSTIFICATION DE L'ACTIVITÉ

Le Gouvernement de la République du Burundi considère les marchés publics électroniques (e-GP) comme un pilier essentiel de la transformation numérique et du commerce électronique. Leur mise en œuvre joue un double rôle stratégique :

- Accélérer la transition vers une société de l'information, en s'appuyant sur les technologies numériques pour moderniser les services publics et renforcer la transparence de l'action publique.
- Contribuer à la modernisation de la fonction publique, à travers l'adoption de procédures innovantes et efficaces qui réduisent les lourdeurs administratives et favorisent une meilleure performance institutionnelle.

Au-delà de l'efficacité administrative, les marchés publics représentent un levier économique majeur. En assurant un accès équitable et transparent aux opportunités, ils permettent de :

- Stimuler la croissance et la compétitivité des petites et moyennes entreprises (PME) locales ;
- Favoriser l'entrepreneuriat des jeunes et la création d'emplois durables ;
- Soutenir la dynamisation de l'économie nationale grâce à une participation accrue des acteurs économiques aux marchés publics.

La transition vers un système électronique de passation des marchés publics est ainsi une priorité gouvernementale pour :

- Réduire les risques de corruption et renforcer l'intégrité dans la commande publique ;
- Optimiser les processus contractuels en termes de coûts, de délais et de qualité ;
- Accroître la confiance et l'adhésion des parties prenantes (administrations, fournisseurs, société civile, partenaires techniques et financiers).





PAFEN
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI



L'efficacité et la pérennité de l'e-GP reposent sur la capacité des acteurs à maîtriser les procédures existantes de passation des Marchés Publics pour mieux s'approprier des nouveaux outils électroniques de gestion des marchés publics. Cependant le système des marchés publics burundais présente des défis existants, notamment le manque de professionnels des marchés publics qualifiés qui rend difficile la gestion efficace des processus de passation de marchés, le non suivi systématique par manque de compétence par les autorités contractantes, des processus standards d'appel d'offres et d'acquisition et le fait que, le pays ne dispose pas d'un programme complet aux curricula précis (court et moyen terme) de renforcement des capacités pour les marchés publics en vue de la transformation du système traditionnel de passation de marchés en un système électronique moderne (e-Government Procurement).

C'est dans ce contexte que, le gouvernement du Burundi, sous la houlette de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et sous le financement de la BM à travers le PAFEN, entend recruter un cabinet chargé de l'élaboration de la stratégie de renforcement des capacités et le développement des programmes de formation et leurs contenus.

III. OBJECTIFS DE LA MISSION

1.3 Objectif général

L'objectif principal de cette mission est d'élaborer une stratégie nationale de renforcement des capacités et de développer des programmes de formation adaptés, avec leurs contenus andragogique et pédagogiques, afin d'assurer une adoption réussie et durable du système de passation des marchés publics électroniques (e-GP) au Burundi. Cette stratégie et le développement des programmes de formation aux curricula à court et moyen termes devra permettre d'harmoniser les pratiques, de renforcer les compétences des acteurs et de soutenir la modernisation de la commande publique dans un cadre transparent et efficace.

1.4 Objectifs spécifiques

Pour atteindre cet objectif général, le cabinet ou la firme devra :

1. **Évaluer les besoins en capacités** : Identifier les lacunes en compétences et les besoins en formation des différents acteurs impliqués (administrations publiques, secteur privé, société civile).
2. **Formuler une stratégie nationale de renforcement des capacités** : Concevoir une approche cohérente, alignée aux priorités nationales de développement et conforme aux exigences des partenaires techniques et financiers.
3. **Concevoir des programmes de formation adaptés aux curricula à court et moyen terme** : Développer des modules pédagogiques spécifiques à l'e-GP (débutants, intermédiaires, experts), intégrant des méthodes modernes d'apprentissage (présentiel, e-learning, blended learning).
4. **Proposer un plan de mise en œuvre opérationnel** : Définir le cadre pratique pour le déploiement des formations, incluant la sélection des institutions partenaires, un calendrier détaillé et des indicateurs de performance mesurables.





PAFEN



GRUPPO DE LA BANQUE MONDIALE

RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXÉCUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° Projet : P176396/ P180987
Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

Ces objectifs visent à :

- Améliorer la connaissance des lois et réglementations en matière de marchés publics électroniques ;
- Renforcer les capacités d'analyse de données et de production de rapports pour la prise de décision ;
- Instaurer une culture de transparence, de responsabilité, de redevabilité et d'efficacité dans la gestion des marchés publics.

Le cabinet s'appuiera sur les **expériences internationales** réussies en matière de mise en œuvre de la stratégie de renforcement des capacités et développement des programmes de formation dans le cadre général des réformes institutionnelles.

IV. ÉTENDUE DE LA MISSION

Le cabinet retenu(e) sera chargé(e) de concevoir et de proposer une stratégie nationale de renforcement des capacités ainsi que des programmes de formation adaptés aux curricula à court et à moyen terme pour un système de passation et de gestion des marchés publics au Burundi. La mission couvre les volets suivants :

1. Préparation et cadrage de la mission

Le cabinet et la firme devra :

- Assimiler les objectifs et exigences de la mission à travers une revue approfondie des documents stratégiques et réglementaires (lois, décrets, directives, manuels, études préalables) ;
- Définir la méthodologie de travail, le calendrier d'exécution et les modalités de collaboration avec l'UGP/PAFEN et l'ARMP ;
- Élaborer un rapport de démarrage validant la compréhension de la mission, le plan de travail et la méthodologie proposée.

2. Analyse de l'existant et diagnostic des capacités

Le cabinet et la firme devra :

- Évaluer les capacités actuelles des acteurs publics et privés impliqués dans la passation des marchés (Autorités Contractantes, Contrôleurs et Régulateurs, Opérateurs Économiques et Société Civile) ;
- Identifier les infrastructures, outils numériques et dispositifs de formation déjà disponibles ;
- Réaliser une cartographie des parties prenantes et de leurs besoins spécifiques.

3. Consultations et participation des parties prenantes



Kinindo, Quartier Zeimet
Jonction Rues Kiremba et
Kinyinya N°14



info@pafen.gov.bi



pafen.gov.bi



PafenBurundi



PafenBurundi



PAFEN



BOULEVARD DE LA BANQUE MONDIALE

RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SÉCRÉTARIAT EXÉCUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° Projet : P176396/ P180987
Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

Le cabinet et la firme devra :

- Organiser des consultations avec les principales parties prenantes : ministères, ARMP, secteur privé, PME, universités, société civile et partenaires techniques et financiers ;
- Recueillir leurs attentes, contraintes et propositions afin d'assurer l'inclusivité et l'appropriation de la stratégie de renforcement des capacités et des programmes de formation.

4. Élaboration de la stratégie nationale de renforcement des capacités

Le cabinet et la firme devra :

- Concevoir une stratégie alignée aux standards internationaux (notamment ISO 29990 dont les principes seront appliqués sans qu'une certification soit obligatoire pour le cabinet) ;
- Définir les objectifs, axes stratégiques, priorités d'action et mécanismes institutionnels pour la mise en œuvre ;
- Proposer un dispositif de gouvernance et de coordination pour assurer la pérennité de la stratégie ;
- Intégrer des mesures d'inclusion (genre, jeunesse, PME locales, zones rurales).

5. Conception des programmes et contenus de formation

Le cabinet et la firme devra :

- Développer des modules andragogique et pédagogiques différenciés (initiation, intermédiaire, expert/avancé) pour l'ensemble des acteurs ;
- Produire les contenus adaptés : supports de cours, guides, cas pratiques, vidéos interactives, e-learning et blended learning ;
- Couvrir les thématiques essentielles des marchés publics, notamment :
 - Cadre juridique, institutionnel et éthique ;
 - Planification et stratégies de passation (PPSD standards) ;
 - Passation des marchés de fournitures, travaux et services de consultants ;
 - Contrat de partenariat publics-privé ;
 - Gestion des contrats, avenants et règlements des différends/litiges ;
 - Appels d'offres, enchères inversées et accords-cadres ;
 - Achats Publics Durables ;
 - Le droit des contrats ;
 - La logistique internationale (limitée aux procédures d'importation dans le cadre des marchés publics de fournitures et de travaux).
- Élaborer un cadre d'évaluation et de certification des compétences acquises, comprenant des critères clairs pour les différents niveaux de certification (par exemple : Professionnel certifié en passation des marchés publics – Niveau 1, Niveau 2, etc.), afin d'assurer la



Kinindo, Quartier Zeimet
Jonction Rues Kiremba et
Kinyinya N°14



info@pafen.gov.bi



pafen.gov.bi



PafenBurundi



PafenBurundi



PAFEN



reconnaissance des qualifications et de constituer un vivier national de professionnels qualifiés.

6. Plan de mise en œuvre opérationnel

Le cabinet et la firme devra :

- Définir une feuille de route pour le déploiement progressif des formations ;
- Identifier les institutions partenaires (universités, écoles de formation, instituts spécialisés) ;
- Établir un calendrier de mise en œuvre et un budget estimatif ;
- Proposer des indicateurs de performance pour évaluer l'impact des actions de renforcement des capacités.

7. Suivi, évaluation et pérennisation

Le cabinet et la firme devra :

- Mettre en place un dispositif de suivi et d'évaluation pour mesurer l'efficacité des formations ;
- Proposer un mécanisme de capitalisation des acquis (système de gestion des connaissances) ;
- Définir des mesures de pérennisation, incluant le plan de formation de formateurs nationaux et l'intégration de la formation continue dans les pratiques institutionnelles.

V. RÉSULTATS ET LIVRABLES ATTENDUS

8. Résultats attendus

À l'issue de la mission, les résultats suivants devront être atteints :

1. **Un diagnostic complet et validé** sur les capacités actuelles en passation électronique des marchés publics, incluant une cartographie des parties prenantes, leurs besoins spécifiques et les lacunes en compétences ;
2. **Une stratégie nationale de renforcement des capacités** alignée sur les standards internationaux (ISO 29990, bonnes pratiques e-GP) et intégrant les priorités nationales, les dimensions inclusion/genre/PME locales et un dispositif de gouvernance durable ;
3. **Des programmes et contenus de formation** modulaires (initiation, intermédiaire, avancé) adaptés aux différents profils d'acteurs (administrations, opérateurs économiques, société civile), disponibles sous plusieurs formats (présentiel, e-learning, blended learning) ;
4. **Un plan de mise en œuvre opérationnel** décrivant la feuille de route, les institutions partenaires, le calendrier, le budget et les indicateurs de suivi ;
5. **Un dispositif de suivi et de pérennisation** permettant de mesurer l'efficacité, capitaliser les acquis et assurer la durabilité du système via la formation de formateurs nationaux.





PAFEN



RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXÉCUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° Projet : P176396/ P180987
Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

9. Livrables attendus et calendrier indicatif (5 mois)

Livrable	Contenu attendu	Délai indicatif	Payement
L1 – Rapport de cadrage	Méthodologie détaillée, plan de travail, calendrier d'exécution, organisation de la mission	Semaine 2	5%
L2 – Rapport de diagnostic et cartographie des parties prenantes	Analyse des capacités existantes, identification des lacunes, inventaire des infrastructures et outils de formation, cartographie des acteurs et de leurs besoins	Semaine 6	
L3 – Rapport des consultations	Synthèse des ateliers et entretiens avec parties prenantes, intégration de leurs attentes et propositions	Semaine 8	15%
L4 – Stratégie nationale de renforcement des capacités	Document stratégique : objectifs, axes, priorités d'action, dispositif de gouvernance, mesures d'inclusion et de durabilité	Semaine 10	25%
L5 – Programmes et contenus de formation	Ce livrable comprendra un curriculum complet ainsi que des plans détaillés de modules pour tous les niveaux. Toutefois, le développement exhaustif du contenu pédagogique (supports, e-learning, etc.) s'effectuera en deux phases : • Phase 1 : (1) Programme complet de formations ; (2) Descriptions détaillées des modules pour tous les niveaux ; (3) Élaboration exhaustive des contenus pédagogiques (supports, e-learning, etc.) pour le niveau « Initiation ». • Phase 2 : Élaboration exhaustive des contenus pédagogiques (supports, e-learning, etc.) destinés aux niveaux avancés.	Semaine 16	35%
L6 – Plan de mise en œuvre opérationnel	Feuille de route de déploiement, institutions partenaires, calendrier, budget, indicateurs de performance	Semaine 18	10%
L7 – Rapport final et dispositif de pérennisation	Rapport consolidé incluant : résultats atteints, recommandations, mécanisme de suivi-évaluation, plan de formation de formateurs, guides méthodologiques	Semaine 20	10%



Kinindo, Quartier Zeimet
Jonction Rues Kiremba et
Kinyinya N°14



info@pafen.gov.bi



pafen.gov.bi



PafenBurundi



PafenBurundi



VI. PROFIL DU CABINET OU DE LA FIRME

Le cabinet ou la firme devra disposer d'une expertise confirmée en passation des marchés publics, en renforcement des capacités et en accompagnement des réformes institutionnelles, idéalement dans un contexte de déploiement de systèmes électroniques de passation des marchés publics.

A. Expérience du cabinet ou de la Firme

Le cabinet ou la firme doit pouvoir démontrer :

- Posséder un minimum de 10 ans d'existence légale et d'expérience générale dans le conseil ou l'enseignement supérieur ;
- Avoir réalisé avec succès au moins trois (03) missions similaires de formulation de stratégies de renforcement des capacités ou de développement de curricula nationaux au cours des sept (7) dernières années (les références financées par les banques multilatérales de développement sont un atout).

B. Personnel clé requis

1. Un (1) Chef de Mission – Expert International en élaboration des stratégies de Renforcement des Capacité

- *Profil* : Diplôme supérieur (Master 2, Ingénieur ou Doctorat) en gestion publique, droit, économie ou sciences de l'éducation ;
- *Expérience* : Au moins 10 ans d'expérience dans le domaine des marchés publics ou de finances publiques ou de l'Administration publique ;
- Avoir dirigé (en qualité de Chef de mission) ou joué un rôle principal dans au moins deux missions liées à l'élaboration de stratégies de renforcement des capacités, de préférence dans le cadre de réformes de modernisation institutionnelle ou du secteur public.

2. Un (1) Expert Principal en Commande Publique (1)

Profil : Le consultant devra être titulaire d'un diplôme de niveau Master (Bac +5) dans l'un des domaines suivants : aux marchés publics et approvisionnement, en droit, en économie, en administration publique, en finances publiques ou domaine similaire ;

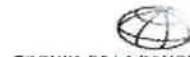
Expérience : L'expert devra avoir :

- Au minimum 10 ans d'expérience pratique dans la gestion, ou le contrôle ou la régulation des marchés publics, ou dans la gestion des finances publiques, ou dans la réforme de la commande publique ou de l'e-Gouvernement ;





PAFEN



GRUPPO DE LA BANQUE MONDIALE

RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXÉCUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° Projet : P176396/ P180987
Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

- Avoir participé, avec preuves à l'appui, à au moins deux missions relatives aux projets de réformes institutionnelles ou de projets de modernisation des systèmes de gestion publique ou des marchés publics, idéalement financés par des partenaires techniques et financiers ;
- Une bonne connaissance des procédures de passation des marchés publics, du cycle de la commande publique et des rôles des différents acteurs institutionnels ;
- Expérience d'au moins deux ans dans la rédaction des documents stratégiques ou de manuels de procédures ou de guides techniques ;
- Une expérience avérée dans la mise en œuvre de réformes ou dans la conception de formations liées à un système de passation électronique des marchés publics (e-GP) constitue un atout majeur.

3. Un (01) expert en Ingénierie Pédagogique et Andragogique

- *Profil :*
 - Le consultant devra être titulaire d'un diplôme de niveau Master (Bac +5) en sciences de l'éducation, en droit, en économie, en administration publique domaine similaire ;
- Le consultant devra prouver, à travers son CV, disposer des compétences suivantes :
 - La maîtrise des méthodes d'analyse des besoins en renforcement des capacités ;
 - L'aptitude à animer des consultations et ateliers multi-acteurs ;
 - La capacité à concevoir des dispositifs d'évaluation des apprentissages (tests, grilles d'évaluation, certification) et à mesurer les acquis de formation ;
 - L'aptitude à formuler des feuilles de route et des cadres de gouvernance interinstitutionnels.
- *Expérience :*
 - Avoir au minimum 7 ans d'expérience dans la conception de curricula de formation professionnelle et l'animation de sessions de formation de formateurs (Train-the-Trainers) ;
 - Justifier d'au moins trois années d'expérience démontrable dans la conception de programmes de développement professionnel continu pour adultes, idéalement dans le secteur public ou pour des compétences techniques spécialisées.

VII. DURÉE ET LIEUX DE LA MISSION

10. Durée de la mission

La mission du consultant est prévue pour une durée totale de **cinq (5) mois**, soit environ **vingt (20) semaines** à compter de la date de signature du contrat.



Kinindo, Quartier Zeimet
Jonction Rues Kiremba et
Kinyinya N°14



info@pafen.gov.bi



pafen.gov.bi



PafenBurundi



PafenBurundi



PAFEN



GROUP DE LA BANQUE MONDIALE

RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
SECRETARIAT EXÉCUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)
PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE AU BURUNDI (PAFEN)
N° Projet : P176396/ P180987
Source de financement : IDA : E0930-BI/ E2820-BI

Cette période couvre les étapes suivantes :

- **Phase de préparation et cadrage** (semaines 1 à 2) : revue documentaire, méthodologie, plan de travail, rapport de démarrage ;
- **Phase de diagnostic et cartographie des capacités** (semaines 3 à 6) : analyse de l'existant, identification des lacunes et besoins, cartographie des parties prenantes ;
- **Phase de consultations et élaboration de la stratégie** (semaines 7 à 10) : ateliers avec les acteurs, rédaction et validation de la stratégie nationale de renforcement des capacités ;
- **Phase de conception des programmes et contenus de formation** (semaines 11 à 16) : développement des modules pédagogiques, production des supports (présentiel, e-learning, blended learning) ;
- **Phase de planification opérationnelle, suivi et finalisation** (semaines 17 à 20) : élaboration du plan de mise en œuvre, dispositif de suivi-évaluation, ateliers de restitution, rapport final consolidé.

Le calendrier est indicatif et pourra être affiné d'un commun accord avec l'UGP/PAFEN et l'ARMP, en fonction des besoins opérationnels et de la disponibilité des parties prenantes.

VIII. PROCÉDURE DE CONTRACTATION, DE REPORTING ET DE VALIDATION

Le Cabinet ou la firme sera contracté par le PAFEN. Tous les livrables doivent être soumis au Coordonnateur de l'UGP et à l'ARMP. Les livrables écrits doivent être soumis électroniquement au format PDF et Word modifiable, permettant ainsi de faire des commentaires/modifications.

Le comité technique de suivi ad hoc de l'UGP/ARMP qui sera mise en place par le coordonnateur du PAFEN sera chargé de passer en revue chaque livrable pour fournir des commentaires, valider et réception de chaque livrable dans un délai maximum de dix (10) jours ouvrés suivant la date de soumission. Sur demande, le cabinet ou la firme pourra également être amené à présenter verbalement le livrable (en présentielle ou virtuellement) aux parties prenantes concernées, pour permettre des retours et une validation.

IX. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET LANGUE DE TRAVAIL

L'ensemble des livrables, documents, outils pédagogiques, modules de formation, supports numériques et autres productions réalisés dans le cadre de la présente mission sont et demeurent la propriété exclusive du Gouvernement de la République du Burundi, représenté par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP). Le cabinet ou la firme renonce à tout droit de propriété intellectuelle sur ces productions et s'engage à ne pas les utiliser, reproduire ou diffuser sans autorisation préalable écrite du Gouvernement. Tous les livrables écrits seront rédigés en langue française. Les supports pédagogiques destinés aux agents de terrain pourront faire l'objet d'une adaptation en Kirundi, selon les recommandations de l'ARMP.



Kinindo, Quartier Zeimet
Jonction Rues Kiremba et
Kinyinya N°14



info@pafen.gov.bi



pafen.gov.bi



PafenBurundi



PafenBurundi



La firme peut proposer l'utilisation de matériels de formation préexistants ou open source, à condition que les droits d'usage perpétuel, de reproduction et d'adaptation au profit du Gouvernement du Burundi soient clairement établis, transférés et ne génèrent aucun coût récurrent pour l'Administration.

X. MÉTHODE DE SÉLECTION DU CONSULTANT

« Le Consultant » sera sélectionné selon la méthode de **Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût (QCBS)**, conformément au Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le financement de Projets d'Investissement (FPI) de la Banque mondiale, édition de Février 2025 et conformément aux critères exigés au regard des présents termes de référence ».



Kinindo, Quartier Zeimet
Jonction Rues Kiremba et
Kinyinya N°14



info@pafen.gov.bi



pafen.gov.bi



PafenBurundi



PafenBurundi